

„Jeder muss anständig von seiner Arbeit leben können.“

« *Tout le monde doit pouvoir vivre dignement de son travail.* »



Carole Thoma

Carole Thoma est née en 1990 à Dudelange où elle a passé toute son enfance et son adolescence. Après le bac, elle est partie faire des études d'ingénierie à Kaiserslautern (D).

C'est pendant cette période qu'elle s'est intéressée de plus près à la politique et qu'elle est devenue membre d'un syndicat et du mouvement déi Lénk en 2011. Aujourd'hui, elle travaille dans la construction d'ouvrages d'art dans un bureau d'études à Luxembourg-Ville. Elle est porte-parole de déi Lénk depuis 2015 et également engagée dans la section locale du mouvement à Dudelange. En mars 2019, elle est élue membre de la Chambre des Salariés (CSL).

Du hast dich im Alter von nur 20 Jahren dazu entschieden, dich bei déi Lénk zu engagieren. Was hat zu dieser Entscheidung geführt?

Schon früh habe ich mich an Ungerechtigkeiten gestört. Als ich älter wurde, wurde mir vermehrt bewusst, dass die meisten Ungerechtigkeiten keine Naturphänomene sind, sondern, dass dahinter Menschen stehen, die davon profitieren. Wenn man sich nicht damit abfinden möchte, muss man sich in die Gesellschaft einbringen und helfen, neue Kräfteverhältnisse aufzubauen. Dies wurde mir auch von meiner Familie vorgelebt. Meine Mutter war Personaldelegierte und mein Großvater arbeitete bei der damaligen Arbeiterkammer. Politisches und gewerkschaftliches Engagement komplementieren sich in meinen Augen.

Welche Schwerpunkte willst du im Hinblick auf die Europawahl setzen?

Ich will, dass jeder Mensch anständig von seiner Arbeit leben kann. Es müssen Standards innerhalb der EU gelten, die ein Sozialdumping verhindern. Dazu gehört beispielsweise die Einführung eines europäischen Mindestlohns. Das bedeutet nicht, dass es einen einheitlichen Mindestlohn für die ganze Union geben soll, sondern dass der Mindestlohn in den einzelnen Ländern an den jeweiligen Lohnspiegel gekoppelt wird. déi Lénk orientieren sich am europäischen Gewerkschaftsbund und fordern einen Mindestlohn in Höhe von 60% des Medianlohns. Das würde auch in Luxemburg zu der nötigen Erhöhung führen.

Reicht eine Erhöhung des Mindestlohns?

Natürlich nicht, denn mittlerweile haben auch große Teile der sogenannten Mittelschicht immer mehr finanzielle Schwierigkeiten – vor allem auf dem Wohnungsmarkt. Ein höherer Mindestlohn wird indirekt auch zu Steigerungen bei den anderen Lohngruppen führen. Daneben müssen die Länder in der EU sich ebenfalls von der Logik des schlanken Staates verabschieden, in dem nur einige Wohlhabende gut leben können und die anderen drohen, durch den Rost zu fallen. Die Politik muss das Gegenteil tun und massiv in öffentliche Dienste investieren, von denen alle profitieren können. Nur so ist garantiert, dass wirklich alle am gesellschaftlichen Leben teilhaben können.

Tu t'es engagée auprès de déi Lénk à l'âge de 20 ans. Qu'est-ce qui t'a amené à faire ce pas ?

Très tôt, j'ai ressenti de l'indignation par rapport aux inégalités. Quand j'ai grandi, j'ai réalisé petit à petit que les injustices ne sont pas des phénomènes naturels, mais qu'il y a toujours des personnes derrière qui en profitent. Si on ne veut pas se résigner, il faut s'investir dans la société et aider à mettre en place de nouveaux rapports de force. Cet enseignement m'a également été transmis dans ma famille. Ma mère a été déléguée du personnel et mon grand-père travaillait à la Chambre de travail de l'époque. L'engagement politique et l'engagement syndical sont complémentaires à mes yeux.

Quels accents voudrais-tu mettre en avant dans le cadre des élections européennes ?

Je voudrais que tout le monde puisse vivre dignement de son travail. Il nous faut des normes communes dans l'UE qui empêchent le dumping social, par exemple un salaire minimum européen. Cela ne signifie pas qu'il y aurait un salaire minimum identique dans toute l'Union, mais qu'il sera lié au niveau salarial de chaque pays. déi Lénk s'oriente à la revendication de la Confédération européenne des syndicats, qui demande un salaire minimum à hauteur de 60% du salaire médian. Cela signifierait également une hausse au Luxembourg, qui est par ailleurs nécessaire.

Est-ce qu'une augmentation du salaire minimum suffira ?

Bien sûr que non. Entre-temps, même une partie importante de ladite classe moyenne a de plus en plus de difficultés financières – surtout en matière de logement. Un salaire minimum plus élevé mènerait indirectement aussi à une hausse des autres groupes salariaux. A côté de cela, les pays de l'UE doivent se détourner du principe de l'État allégé, dans lequel une minorité de fortunés vit à son aise, alors que tous les autres risquent de passer à la trappe. La politique doit au contraire investir massivement dans les services publics qui profitent à tous. C'est de cette manière que nous pouvons garantir que tout le monde peut participer pleinement à la société.